

# «Sans parité il n'y a pas de démocratie»



Martha Campo, en premier plan à droite sur la photo.

## Une intervention de Martha Campo

Notre rédactrice Martha Campo s'est rendue dernièrement à Saint-Domingue, en République dominicaine, pour participer à la rencontre de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et Caraïbes du 26 mars dont le thème était « démocratie et participation politique ». Voici sa contribution.

« La conquête de la citoyenneté des femmes dans de nombreux pays du monde, et avec elle le droit de voter et d'être élues à des postes de représentation populaire, a été le fruit d'une lutte ardue et prolongée. Et cela a constitué un élément central de la vie démocratique des pays, en intégrant dans l'égalité politique la participation des hommes et des femmes à la vie institutionnelle de la nation.

Dans de nombreux pays, les droits politiques des femmes sont historiquement récents et leur exercice n'a pas été aisé;

notamment quand il s'agit d'accéder aux espaces de décisions et de pouvoir. Lorsque les femmes parviennent à la conquête de la citoyenneté, elles sont progressivement intégrées dans tous les domaines de travail du pays, et c'est le fait de maintenir les femmes en dehors des gouvernements qui est une injustice et qui va à l'encontre du progrès d'une nation.

Les femmes ont réussi à surmonter des résistances et des obstacles malgré une culture patriarcale profondément enracinée et des « plafonds de verre » qui les empêchaient d'être reconnues et promues.

Elles ont persisté dans la recherche de l'égalité et de meilleures opportunités pour surmonter les défis, les préjugés et la marginalisation, les habitudes et pratiques exclusives qui persistent malheureusement et qui leur empêchent une promotion légitime.

Bien que les femmes aient accompli de grandes réalisations, il faut tenir compte du fait que ces avancées importantes n'ont pas réussi à améliorer la condition des femmes comme prévu. Cela trace à peine le chemin et les défis à relever pour surmonter les discriminations et les relations hiérarchiques inégales de pouvoir dans les sphères privée et publique et accroître leur participation à toutes les tâches de développement national.

Nous devons être conscient.e.s que la lutte pour le respect et l'exercice des droits humains des femmes ne s'est pas arrêtée avec le suffrage et l'égalité juridique dans les constitutions. Elle doit continuer jusqu'à ce que l'égalité soit atteinte dans tous les domaines.

Il ne faut pas se taire pour dénoncer les situations de marginalisation des postes de décision, qui impliquent l'exercice de la puissance publique et d'importantes questions d'intérêt collectif, issues de la culture patriarcale et des stéréotypes de genre profondément enracinés, qui génèrent des

relations asymétriques de pouvoir entre femmes et hommes ».

**La rédaction valaisanne de Voix d'Exils**